

SYRIE-Conflit

Déluge de feu sur Alep en prélude à une offensive terrestre

AFP (ALEP/Syrie)

Un véritable déluge de feu s'est abattu vendredi sur les quartiers rebelles d'Alep où des raids d'une violence inouïe du régime syrien et de son allié russe sèment la destruction et la mort en prélude à une opération terrestre d'envergure.

Cette pluie d'obus et de bombes sur la partie de la ville où vivent 250.000 habitants survient alors que les chefs de la diplomatie russe et américain doivent se retrouver vendredi à New York pour de nouvelles discussions sur un rétablissement de la trêve en Syrie, qui a volé en éclats lundi.

Selon le journaliste de l'AFP dans la partie rebelle d'Alep, les bombardements se succèdent sans discontinuité, les destructions sont considérables et les services de secours totalement impuissants.

Des avions de reconnaissance prennent des photographies aériennes avant qu'une escadrille de chasseur bombardiers russes

ou syriens tirent des missiles.

Des immeubles sont entièrement rasés et des habitants se trouvent sous les décombres sans pouvoir être sauvés, comme dans le quartier d'Al-Kallasé, où les secouristes, avec seulement un bulldozer et leurs mains, fouillent de manière dérisoire dans les gigantesques amas de décombres engendrés par l'effondrement de trois bâtiments.

Deux centres des "Casques blancs" (les secouristes de l'opposition syrienne) ont été touchés par les bombardements. L'un d'eux est complètement dévasté et une ambulance ainsi qu'une voiture de pompiers sont hors d'usage.

Selon l'Observatoire des droits de l'Homme (OSDH), au moins sept personnes ont été tuées dans ces bombardements mais le bilan risque de s'alourdir car beaucoup de personnes se trouvent encore sous les décombres.

Divisée depuis 2012 entre un secteur progouvernemental et un autre tenu par les insurgés, Alep est un objectif stratégique crucial dans un conflit qui a fait 300.000 morts en plus de

cinq ans et engendré la pire crise humanitaire depuis la Seconde guerre mondiale.

L'armée du régime de Bachar al-Assad, qui assiège la partie rebelle d'Alep quasiment en continu depuis deux mois, veut reconquérir la totalité de l'ancienne capitale économique de Syrie et a annoncé tard jeudi le début d'une offensive dans le secteur tenu par les insurgés. Elle a notamment demandé aux habitants de s'éloigner des positions des groupes rebelles et assuré que les civils qui voudraient quitter les quartiers rebelles pour rejoindre le secteur gouvernemental de la ville ne seraient pas arrêtés.

"Nous avons commencé des opérations de reconnaissance et de bombardements aériens et d'artillerie", a affirmé une source militaire de haut niveau. "Elles peuvent durer des heures ou des jours avant une opération terrestre, dont le timing dépendra du résultat des frappes et de la situation sur le terrain".

"Nous avons frappé dès hier (ndlr: jeudi) les quartiers généraux des com-

mandements des terroristes", a précisé cette source, utilisant la rhétorique du régime pour désigner tous ceux qui ont pris les armes contre lui.

"Les troupes au sol n'ont pas encore avancé sur le terrain", a par ailleurs affirmé à l'AFP un officier syrien à Alep.

Une autre source militaire à Damas a souligné que le "but de cette opération était d'étendre les zones de contrôle de l'armée". "Le nombre des combattants (du régime) permet très bien de commencer une opération terrestre car de nombreux renforts sont arrivés à Alep", a-t-elle ajouté.

"Ce qui se passe, c'est qu'Alep est attaquée et que tout le monde a repris les armes", a déclaré jeudi à New York l'émissaire de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura.

Une trêve des combats initiée par Moscou et Washington a pris fin lundi en Syrie, chaque partie s'accusant mutuellement de l'avoir rompue. Elle n'a pas permis la livraison d'aide humanitaire dans la partie d'Alep assiégée par le régime.

Malgré des échanges diplo-

matiques acrimonieux ces derniers jours entre Russes et Américains, qui soutiennent des camps opposés dans le conflit syrien, le ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov et son homologue américain John Kerry se retrouvent vendredi à New York.

La veille, une réunion du Groupe international de soutien à la Syrie (GISS) dans la même ville n'avait pas permis de rétablir la trêve des combats.

"Nous ne pouvons pas continuer plus longtemps sur cette voie", a jugé M. Kerry sur un ton particulièrement grave.

"Les combats ont commencé aussitôt après l'échec de cette réunion internationale. A Alep, ce sont les négociations par le feu", affirme un analyste proche du régime à Damas. "Les Américains doivent comprendre que, tant qu'ils n'appliqueront pas leurs engagements (de l'accord de trêve), notamment le fait d'obtenir que les rebelles se distancient des jihadistes du Front Fateh al-Cham (ex-Front al-Nosra), les Russes et l'armée syrienne avanceront", a-t-il ajouté.

L'Afrique en bref

•EGYPTE-Migrations n bateau de pêche qui transportait des centaines de migrants au large de l'Egypte s'élève à au moins 79 morts après la découverte vendredi de 24 corps, a indiqué un responsable égyptien.

Les survivants, pour l'instant au nombre de 163 selon l'armée égyptienne, affirment que près de 450 personnes se trouvaient à bord de l'embarcation quand elle a chaviré mercredi en Méditerranée, à 12 kilomètres au large de la ville de Rosette.

Les 24 corps retrouvés vendredi s'ajoutent aux 55 récupérés depuis mercredi, a indiqué à l'AFP un responsable du ministère de la Santé.

•BISSAU-Histoire

Les manches relevées aux biceps, l'homme blanc à moustache et casquette marque au fer rouge le nom du propriétaire sur l'épaule droite de l'esclave nue, mains liées, à genoux. Dès l'entrée du mémorial de Cacheu, en Guinée-Bissau, ce dessin illustre la dureté de la traite atlantique.

Bordée de palmiers et d'un blanc éclatant, la façade du tout nouveau Mémorial de l'esclavage et de la traite négrière tranche avec les murs humides et le décor négligé de cette ville côtière qui, fortifiée par les Portugais au XVIème siècle, fut la capitale de l'ancienne colonie portugaise.

A travers le monde

•Israël-Palestine/Violences

Un Palestinien a été blessé par balles par les forces israéliennes vendredi après avoir essayé de poignarder des Israéliens dans un arrêt de bus proche d'une colonie dans le sud de la Cisjordanie occupée, a indiqué l'armée israélienne.

Le Palestinien a attaqué les personnes se tenant à un arrêt de bus voisin de la colonie israélienne de Kyriat Arba, près d'Hébron, a dit l'armée. "Les forces présentes sur place ont riposté à la menace immédiate en ouvrant le feu sur l'assailant, qui est actuellement soigné", a dit l'armée.)

Un Palestinien a été blessé par balles par les forces israéliennes vendredi après avoir essayé de poignarder des Israéliens dans un arrêt de bus proche d'une colonie dans le sud de la Cisjordanie occupée, a indiqué l'armée israélienne.

Le Palestinien a attaqué les personnes se tenant à un arrêt de bus voisin de la colonie israélienne de Kyriat Arba, près d'Hébron, a dit l'armée. "Les forces présentes sur place ont riposté à la menace immédiate en ouvrant le feu sur l'assailant, qui est actuellement soigné", a dit l'armée.

RDCONGO-Troubles

La délégation de l'opposition suspend sa participation

AFP (KINSHASA/RDCongo)

La délégation d'opposition au "dialogue national" censé résoudre la crise politique en République démocratique du Congo a suspendu sa participation à ce forum après les violences meurtrières du début de la semaine à Kinshasa, a-t-on appris vendredi.

"Eu égard au drame causé par ces vies fauchées, la délégation (...) a convenu de reporter la poursuite des travaux (...) le temps du recueuillement", écrit dans un communiqué Vital Ka-

merhe, modérateur de ce dialogue pour le compte de l'opposition.

Suspendus mardi, les travaux du "dialogue national" devaient reprendre vendredi matin mais on s'acheminait en fin de matinée vers leur report sine die compte tenu de la situation, selon un journaliste de l'AFP présent au centre de conférences accueillant ce forum.

Mardi, l'Eglise catholique, respectée au Congo pour le rôle déterminant qu'elle a jouée dans l'ouverture démocratique des années 1990, avait annoncé qu'elle suspendait sa participation.

Au vu des dernières violences, qui ont fait plusieurs dizaines de morts, il semble "judicieux" de "rechercher un consensus plus large", a indiqué la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco). L'Eglise est à la tête de la délégation de la société civile, dont d'autres composantes ont également annoncé leur retrait temporaire des discussions. Dans son communiqué, M. Kamerhe, dit vouloir "convaincre (ses) frères encore sceptiques de rejoindre la table du dialogue".

Outre la société civile, le "dialogue national" ne réu-

nit que la Majorité présidentielle et une frange minoritaire de l'opposition. Les violences du début de la semaine dans la capitale ont éclaté lundi matin en marge d'une manifestation organisée par un "Rassemblement" d'opposition refusant cette table ronde. A trois mois de la fin du mandat du président Joseph Kabila, les manifestants, qui exigent son départ le 20 décembre, voulaient lui signifier son "préavis".

Les troubles ont dégénéré rapidement en émeutes et pillages réprimés par la police et l'armée.

M. Kabila est au pouvoir depuis 2001. La Constitu-

tion lui interdit de se représenter mais il ne montre aucun signe de vouloir quitter son poste alors que la limite pour convoquer l'élection présidentielle est dépassée et que cette dernière apparaît impossible à organiser dans les temps. Dans son communiqué, M. Kamerhe, écrit que tout accord concluant le "dialogue national" devra "nécessairement" réaffirmer "la stricte observance" de la Constitution, en particulier en ce qui concerne "le nombre et la durée" des mandats présidentiels, et faire mention du "sort du président Kabila après le 19 décembre 2016".

ALLEMAGNE-FRANCE -Attentat

Procès d'un présumé convoyeur d'armes

AFP (BERLIN/Allemagne)

Le procès d'un convoyeur d'armes présumé, interpellé en Allemagne quelques jours avant les attentats du 13 novembre à Paris, s'est ouvert vendredi devant un tribunal de Munich (sud) qui va chercher à déterminer si l'arsenal devait être utilisé lors d'attaques en France.

Le procès s'est ouvert peu après 07H00 GMT, a indiqué à l'AFP une porte-parole du tribunal. L'accusé, un travailleur

saisonnier de 51 ans originaire du Monténégro, a "reconnu qu'il savait qu'il y avait des armes dans sa voiture mais qu'il ignorait si elles devaient être utilisées pour un attentat", a-t-elle précisé.

Présenté comme s'appelant Vucelic V., il est poursuivi pour "complicité dans la préparation d'un acte de violence menaçant la sécurité de l'Etat" français. Il avait été interpellé le 5 novembre 2015 sur une aire d'autoroute bavaroise, non loin de la frontière autrichienne. A bord de son véhicule, immatriculé au Monténégro, les policiers avaient trouvé un

véritable arsenal composé de plusieurs grenades, fusils d'assaut Kalachnikovs, pistolets et munitions ainsi que des explosifs, le tout en parfait état de fonctionnement.

L'homme avait rentré dans son GPS une adresse à Paris, adresse également retrouvée sur un morceau de papier sur lequel figurait aussi un numéro de téléphone français, vraisemblablement un contact de l'accusé qui n'a jusqu'à présent pas été identifié.

Selon l'accusation, ce dernier voulait remettre l'arsenal à ce contact une fois arrivé à Paris. En contrepartie, il devait en-

caisser la somme de 2.000 euros pour son rôle de convoyeur.

Aucun lien n'a toutefois pu être formellement établi entre lui et les attentats de Paris, perpétrés quelques jours plus tard, mais selon l'accusation, l'homme savait "qu'en raison de la quantité et de la nature des armes et des explosifs (...) qu'une attaque terroriste serait commise".

"L'accusé savait qu'en janvier 2015, des attaques (islamistes) avaient été perpétrées à Paris" contre l'hebdomadaire Charlie Hebdo, lors desquelles 12 personnes ont perdu la vie. "Et il

transportait de façon délibérée vers Paris des (armes) appropriées pour des attaques suicides", soutient encore le Parquet de Munich dans un document d'accusation consulté par l'AFP.

Le procès doit s'achever le 30 septembre.

Les attentats du 13 novembre 2015, revendiqués par l'organisation Etat islamique, ont été perpétrés par plusieurs commandos dans la salle de concerts du Bataclan, à la terrasse de plusieurs cafés de la capitale et près du Stade de France. Ils ont fait 130 morts et plus de 350 blessés.